

APPEL FÉDÉRAL POUR UNE MOBILISATION LA PLUS LARGE POSSIBLE

La commission exécutive fédérale, réunie le 17 octobre 2019 à Perpignan, a débattu de la situation économique et sociale de notre pays.

Sous couvert de compétitivité, de performance, de réduction des coûts de production, le gouvernement, au travers de lois voulues par le patronat, a attaqué de plein fouet les droits des travailleurs.

Les coups portés aux travailleurs par le capitalisme ne font qu'amplifier la multitude de plans sociaux dans les secteurs du commerce et des services.

C'est une situation sans précédent : ce sont plus de 10 000 emplois supprimés chez Carrefour, Auchan, Casino, sans oublier Castorama, Conforama, etc. Ces grands groupes ont un point commun, ils ont tous reçu des aides publiques, par le biais du CICE, des exonérations diverses, mais aussi de niches fiscales et ont reversé plusieurs milliards de dividendes à leurs actionnaires après avoir détruit des milliers d'emplois.

Avec la complicité du gouvernement, ils essaient d'ouvrir les grandes surfaces le dimanche, sans salarié, avec pour seul but de s'enrichir et de généraliser le travail le dimanche dans le secteur du commerce ; les travailleurs des secteurs du commerce et des services subissent depuis plusieurs années une dégradation de leurs conditions de travail et de leur pouvoir d'achat.

La réforme des retraites par point voulue par le gouvernement libéral des riches ne fera qu'aggraver la situation des travailleurs de nos secteurs, dont une majorité sont des femmes à temps partiel. **Cela voudra dire travailler toute une vie dans la précarité et être un.e retraité.e pauvre !!!**

Il est urgent que la situation change, que l'argent public versé à ces grands groupes soit rendu pour financer nos services publics, notre protection sociale, notre système des retraites...

Face au patronat et à ce gouvernement de riches, qui veulent en finir avec notre modèle social, la Fédération CGT Commerce et Services exige :

- Le remboursement de toutes les aides publiques versées aux entreprises qui ont détruit l'emploi afin de financer nos services publics.
- Un nouveau code du travail qui protège les travailleurs.
- Le retrait du projet Delevoye de retraite par point.
- La retraite à 60 ans à taux plein.
- Le maintien des 42 régimes spéciaux.
- La réduction du temps de travail à 32h et un salaire à 1 800€.

La Fédération CGT Commerce et Services appelle tous les salariés à participer massivement à des journées de grève interprofessionnelle pendant le mois de novembre et à bloquer toutes activités dans nos secteurs à partir du 5 décembre 2019 jusqu'au retrait du projet du gouvernement et du patronat.

EN GUERRE CONTRE LA RÉGRESSION SOCIALE !

Une Fédération en mouvement